



## Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE**

## **Aménagement durable - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Pacte d'Engagement 2030 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les lois du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010 dites « lois Grenelle I et II » portant engagement national pour l'environnement, renforcées depuis par la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV), par la loi énergie-climat du 8 novembre 2019, par la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire, ont fixé comme objectif central la lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions des gaz à effet de serre de 40 % à l'horizon 2030 et de 75 % à l'horizon 2050 (par rapport à 1990), en atteignant la neutralité carbone à ce même horizon. Se rajoute la prise en compte d'autres enjeux comme la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'ensemble de ces textes établit un nouveau modèle de développement durable, respectueux de l'environnement, et combine la diminution des consommations en énergie, en eau et autres ressources naturelles. En effet, la prise en compte des transitions (climatiques, écologiques, numériques) que vit notre société réinterroge les pratiques et les conduites des politiques publiques d'aménagement ou de gestion des infrastructures. Ces transitions conduisent les acteurs des infrastructures à s'engager ensemble dans la concrétisation d'un nouvel engagement collectif, autour d'objectifs de travail communs et partagés, avec la volonté d'impliquer tous les territoires.

Le Pacte d'Engagement 2030, conclu au niveau national le 20 janvier 2021, dans sa déclinaison à l'échelon métropolitain, doit permettre de porter une vision commune de l'avenir des infrastructures de mobilité et des réseaux, et d'apporter des réponses, concrètes et soutenables pour les gestionnaires, aux enjeux posés par les transitions que connaît notre société. Il vient également confirmer la conviction que ces réponses ne pourront se construire qu'avec l'implication de l'ensemble des acteurs à collaborer durablement ensemble, dans le cadre d'un travail collectif et partenarial.

A cet égard, les collectivités locales, dont la Métropole, sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre, d'une part en application du principe « agir local » mais également en tant que principaux gestionnaires de réseaux. S'inscrivant dans la volonté de décliner territorialement le pacte national et d'avoir une application opérationnelle des indicateurs, les maîtres d'ouvrage, les entreprises de travaux publics et les sociétés d'ingénierie décident aujourd'hui de répondre aux enjeux posés par ces transitions en proposant des solutions concrètes, innovantes et conformes aux engagements inscrits dans le pacte d'engagement national.

La Métropole, associée à ses différents délégataires (SERM, SA3M, la Régie des Eaux, TaM) et en tant que puissance publique en charge de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'aménagement durable du territoire, conduit l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, la Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050, et pour cela, finalise en 2021 les orientations et le programme d'action du PCAET, pour les 6 ans à venir. Dans le périmètre de ses compétences et de ses partenariats, la Métropole se veut ainsi exemplaire dans le développement et l'aménagement durable de son territoire notamment par le développement des transports en commun et des modes de déplacement économes en énergie, par la réduction de la consommation d'espace, par le renouvellement urbain, par la réalisation d'éco-quartiers ou par la restauration de la nature en ville.

Les entreprises de travaux publics qui œuvrent quotidiennement pour le compte de la Métropole, à la construction, à l'aménagement et l'entretien des 2 270 kilomètres de voiries urbaines et interurbaines métropolitaines, s'engagent à relever le défi qui consiste à améliorer les conditions d'une meilleure acceptabilité sociale et environnementale des infrastructures de mobilités assurant le juste équilibre des déplacements et des modes de déplacement des biens et des personnes sur notre territoire.

Les sociétés d'ingénierie, quant à elles, œuvrent pour le compte de la Métropole à la réalisation d'études préliminaires pour mieux asseoir les projets de la Métropole, en l'accompagnant dans la définition des projets, dans leur éco-conception, dans la définition de conditions de réalisation plus respectueuses de l'environnement et du cadre de vie, moins énergivores en phase chantier comme en phase ultérieure d'exploitation.

Sous l'égide de leurs représentants et organisations professionnelles respectives (FRTP, Routes de France, l'UNICEM, Syntec Ingenierie, Cinov Ingénierie), les entreprises de travaux publics, les sociétés d'ingénierie et leurs maîtres d'ouvrage, la Métropole et ses délégataires souhaitent amplifier leur implication et décident de s'engager dans la mise en œuvre des orientations nationales, déclinées au niveau de la métropole au travers du PCAET.

Ce pacte d'engagement, qui porte une vision commune et collective de l'avenir des infrastructures de mobilités et de réseaux à l'horizon 2030, comporte 10 engagements répondant à 3 grands axes stratégiques :

- Pour des infrastructures inscrites dans les transitions climatiques et écologique ;
- Pour des infrastructures inscrites dans la transition numérique ;
- Pour des infrastructures conçues et gérées à l'écoute des citoyens.

Le présent pacte d'engagement a été décliné spécifiquement à l'échelle métropolitaine et adapté au territoire des 31 communes composant Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Pacte d'Engagement 2030 métropolitain ;
- D'approuver la signature du Pacte entre Montpellier Méditerranée Métropole, le groupe SA3M-SERM, la Régie des Eaux, la TaM, la FRTP, Routes de France, l'UNICEM, SYNTEC INGENIERIE et CINOV INGENIERIE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160375-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Pacte d'engagement 3M - Version définitive.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.